

TELEGRAMMDIENST
3003 Bern

Referenzen und Initialen

i.A.22.14.7.3. - BIC/sm

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja Nein

Priorität

Norm. Dring. Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Info und Presse

Seite-Nr.

1

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
wochentx					

Wochentelex 42/84 V e r t r a u l i c h

Voyage Cf Aubert (CFA) en Amérique centrale.

Un accueil chaleureux a été réservé à CFA à Caracas, Bogota et Mexico où se rendait pour la première fois un Conseiller fédéral. Les travaux du Groupe Contadora et la mise en application de son plan de paix et coopération en Amérique centrale ont constitué le thème principal des entretiens de CFA avec ses collègues MAE ainsi qu'avec Chefs d'Etat qui, tous trois, ont reçu CFA pour entretiens prolongés.

Dans les 3 capitales, la participation de la Suisse à Commission de surveillance de l'application du plan de paix a été évoquée.

Dans chacun des 3 pays, CFA a réaffirmé, en réponse à ses collègues, la traditionnelle disponibilité de la Suisse.

A l'issue de la visite à Bogota, la Colombie a invité la Suisse à participer à une mission spéciale au Salvador.

Représentants niveau Ambassadeurs Colombie, Panama, France et Suisse ont mission d'assurer, par leur présence, la sécurité des participants à la rencontre de La Palma.

Lundi 15.10.84, en présence Archevêque de Salvador, Chavez Rosa, se réunissent les représentants des 2 mouvements de libération du Salvador et le Président Duarte.

Affaire bilatérale: dans les 3 pays, CFA a remis aide-mémoire à

Letzte
Zeile

150 000 24665

Datum: 15.10.84
30 53
Tel. intern

Visum:

Dodis



Telegrammdienst
3003 Bern

Referenzen und Initialen

Empty box for references and initials.

Adresse (für Telex an Dritte)

Empty box for address (for telex to third parties).

Chiffriert

Ja Nein

Priorität

Norm. Dring. Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Empty box for sender.

Seite-Nr.

2

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

propos des prix des produits pharmaceutiques qui sont bloqués, d'où
résulte discrimination des laboratoires suisses par rapport aux
imitateurs.

Brunner.

NNNN

Letzte
Zeile

150 000 24465

Datum: _____
Tel. intern _____

Visum: _____

Teil IIVISITE A WASHINGTON DU SECRETAIRE D'ETAT EDOUARD BRUNNER (BRE)

Au cours d'une visite de 6 jours (30 septembre au 5 octobre 1984), BRE a eu l'occasion d'effectuer avec les Américains un tour d'horizon détaillé des principaux problèmes internationaux, ainsi que d'examiner nos relations bilatérales. Ses interlocuteurs les plus importants ont été:

- a) au Département d'Etat, le Secrétaire d'Etat adjoint Kenneth Dam, le Sous-Secrétaire d'Etat pour les affaires politiques Michael Armacost, les "assistant Secretaries of State" responsables pour les régions suivantes: Europe, Afrique, Moyen-Orient. En outre, il s'est entretenu avec l'envoyé spécial du Président Reagan pour l'Amérique centrale et a examiné les problèmes de la CSCE-CDE avec un groupe d'experts;
- b) au "National Security Council", BRE s'est entretenu avec Robert Mc Farlane, "National Security Adviser" du Président Reagan, ainsi qu'avec trois de ses directeurs, soit ceux pour les affaires soviétiques, le contrôle des armements et l'Amérique latine;
- c) au Congrès, quatre sénateurs, dont le sénateur Gary Hart, et trois membres de la Chambre des Représentants, parmi lesquels Dante Fascell, Président de la Commission des affaires étrangères, par lequel BRE a été reçu à déjeuner;
- d) une large sélection de l'"establishment" politique de Washington, à l'occasion de deux exposés-débats consacrés principalement aux problèmes Est-Ouest, l'un au "Woodrow Wilson Center" et à la "Smithsonian Institution" et l'autre au "Center for Strategic and International Studies" de l'Université de Georgetown;
- e) les Ambassadeurs de Finlande, d'Israël et d'Italie, Lane Kirkland, Directeur d'AFL-CIO, l'Ambassadeur Kampelman, etc.

AFFAIRES BILATERALES - En raison des bonnes relations bilatérales existant entre la Suisse et les Etats-Unis il a été reconnu de part et d'autre qu'il faudrait reprendre le problème de l'application extra-territoriale du droit américain en l'approchant de deux façons différentes, en premier lieu, et pour faire suite à une suggestion américaine de l'été dernier, organiser une rencontre entre le nouveau Chef du DFJP et l'"Attorney general" des USA qui sera désigné dans le cadre de l'Administration qui sera au pouvoir à partir du 20 janvier prochain, d'autre part, essayer, à un niveau inférieur, de reprendre ce problème sous l'angle des lenteurs de la procédure qui existent tant aux USA qu'en Suisse dans certaines affaires précises.

Inzwischen orientierte das Staatsdepartement die Botschaft informell, dass es ihr in den nächsten Tagen eine Note zugehen lassen wird, in der es die Aufnahme von Konsultationen für den 12. November 1984 vorschlägt, die über den Rahmen technischer Probleme des Rechtshilfeverkehrs hinausgehen würden. Amerikanischerseits stünde die Delegation unter der Leitung eines Vertreters des Staatsdepartements.

Was die von uns begehrten zusätzlichen Landrechte in Atlanta und Houston für die Swissair betrifft, so liess Dam durchblicken, dass auch die amerikanische Regierung eine Expansion begrüssen würde. Er wies indessen erneut auf den amerikanischen Wunsch nach erhöhter Tarifflexibilität hin.

Auf BRE's Intervention hinsichtlich der am 1. Januar 1985 in Kraft tretenden Foreign Sales Corporation (FSC) -Gesetzgebung antwortete die amerikanische Seite, dass hier kein Fall von Diskriminierung gegen die Schweiz vorliege, sondern die Administration objektiv die vom Kongress vorgeschriebenen Kriterien habe anwenden müssen. Neben der Schweiz dürften daneben auch einige EG-Staaten sowie Japan - im jetzigen Zeitpunkt - nicht als FSC-Situs zertifiziert werden.

Auf Dams Bemerkung betreffend den Verkauf von PC-7 an Iran, der nach Auffassung der USA unter den Begriff des Kriegsmaterials fällt, antwortete BRE, dass diese Frage gegenwärtig von einer Kommission geprüft werde und der Bundesrat in Kürze entscheiden werde. Daneben exportierte die Schweiz nur zivile Versionen; was nach der Ausfuhr geschehe, entziehe sich der schweizerischen Rechtsanwendung.

Nuklearkooperation. BRE: Es bestehen bilaterale Probleme mit zwei schweizerischen Gesuchen für Plutonium-Verwendung und mit amerikanischen Anschuldigungen gegenüber Sulzer über angeblichen Technologietransfer für eine Schwerwasserproduktionsanlage in Südafrika. Die beiden Probleme sollten getrennt und die Gesuche aufgrund ihrer Qualität beurteilt werden. Es wäre für die Schweiz schwierig, weiterhin ihre kooperative Haltung in der Frage Südafrika zu bewahren, wenn nicht Beweise vorgelegt werden ("proof or drop the allegations").

Dam: Die Frage, die sich den US Behörden im Fall Südafrika stellt, ist nicht jene nach der Zuverlässigkeit der Informationen, sondern ob sie herausgegeben werden können. Die schweizerische Forderung, dass Anschuldigungen zu beweisen oder fallenzulassen sind, findet allgemeine Zustimmung. Das Problem Südafrika ist nicht die Ursache für die Schwierigkeiten der Pu-Gesuche, aber es kompliziert jene. Die Gesuche stossen in Verwaltung und Kongress (überraschenderweise wird der Export Administration Act genannt) auf Widerstand, was jedoch ein internes Problem des US Systemes ist. "We are moving in the right direction" und "hope to have soon something for you".

Kommentar:

- Südafrika: positive Aufnahme unserer "proof or drop"-Forderung
- Pu-Gesuch: positiv - unverbindlicher Grundton
- Erneuerung des Zusammenarbeitsabkommens wird von Dam nicht erwähnt.

RELATIONS USA-URSS. (Entretien avec le "National Security Adviser" Robert Mc Farlane - RMF). RMF commence par broser la toile de fond de la visite Gromyko: après une période d'apparent affaiblissement de l'Occident et d'interventionnisme accru de l'URSS, les USA se sont ressaisis sur tous les plans au cours des 4 dernières années: économique, politique, militaire. C'est avant tout pour prendre la mesure de cette nouvelle Amérique, de son Président et de ses intentions véritables que Gromyko a enfin estimé

devoir faire le déplacement de Washington. Selon RMF, l'échange de vues a été complet, franc, vigoureux, sans détour. Reagan a rappelé que depuis 1945 l'URSS n'a pas cessé de constituer une menace, tant par ses actes que par ses paroles. Les USA, de leur côté, ne cherchent pas à modifier le système soviétique, n'ont pas d'intentions hostiles envers l'URSS et lui reconnaissent le statut de super-puissance militaire, ce qui implique que les deux pays ont une responsabilité majeure à l'égard du maintien de la paix. Sur la perception du rapport des forces, Reagan et Gromyko ont été en complet désaccord, mais les deux parties ont néanmoins reconnu que leurs efforts devaient tendre vers une réduction du niveau actuel des forces. L'approche américaine à cet égard sera faite de patience, de fermeté et de flexibilité. Washington est ouvert à une discussion large, qui pourra même inclure les armes spatiales. Reagan a spécifiquement proposé, comme première étape, des "umbrella talks", soit un examen par des experts de haut niveau de tous les volets du contrôle des armements. A la question de BRE sur la façon dont les Soviétiques pourraient faire marche arrière sans perdre la face au sujet de leur exigence du retrait des Pershing, RMF répond que Reagan a été catégorique à ce sujet: retrait exclu. Selon RMF, Gromyko a compris, mais ne semble pas encore avoir trouvé une solution à son problème.

Reagan a également abordé les problèmes régionaux, en se plaignant du comportement soviétique dans diverses parties du monde et, à propos des droits de l'homme, a expliqué qu'il s'agit aux USA d'une préoccupation fondamentale et permanente qui découle entre autres des liens historiques créés par l'immigration en provenance d'Europe centrale et orientale. Gromyko n'a pas du tout apprécié ce rappel. En bref, la visite n'a pas, comme on s'y attendait, produit de résultat tangible, les divers canaux de communication proposés du côté américain n'ont pas été expressément approuvés, mais n'ont pas été rejetés non plus, et le sentiment très net de RMF est que les Soviétiques pourraient déjà renouer le contact avant la fin de l'année.

ZENTRALAMERIKA. Die Gespräche über Lateinamerika mit "Special Envoy" Shlaudemann und dem im NSC für diese Region zuständigen Constantine Menges ergaben folgendes:

- a) Die USA unterstützen eine Teilnahme der nicaraguanischen Opposition an den Wahlen, drängen aber auf eine Verschiebung auf Januar 1985, um ihr eine adäquate Wahlkampagne zu ermöglichen;
- b) Es scheint indessen, dass auch die Bemühungen der sozialistischen Internationale in Rio die Sandinisten bisher nicht umzustimmen vermochten;
- c) Die Akte der Contadoragruppe ist eine Etappe in diesem Prozess, aber noch nicht das Endziel;
- d) Der Contadoraprozess ist unterstützenswert, die von der Gruppe vorgelegte Akte ist aber unausgewogen, indem sie unter anderem keinen Verifikationsmechanismus enthält und die von den USA sowie ihren Verbündeten zu erbringenden Konzessionen unmittelbar, jene der Sandinisten aber erst

später in Kraft treten lässt;

- e) Mexiko führt in dieser Region eine parteiische Politik zugunsten der Marxisten in der Hoffnung, selber von ihr verschont zu bleiben;
- f) Die europäischen Sozialdemokraten haben es bisher nicht verstanden, zwischen demokratischer und marxistischer Linke zu unterscheiden;
- g) Die Gesamtsituation in Zentralamerika mit Ausnahme Nicaraguas wird als "reasonably good" bezeichnet. Diese Feststellung ist "cum grano salis" zu genießen.

Zwei Punkte traten in diesen Gesprächen (unterschwellig) hervor: die USA sind tief besorgt über die Möglichkeit eines zweiten Kuba und dem damit möglichen "spill over"-Effekt auf Zentralamerika und Mexiko. Daneben glauben sie, dass sich ihre europäischen Alliierten und Verbündeten über die Bedeutung - für die gesamte westliche Hemisphäre - der zentralamerikanischen Situation zuwenig bewusst sind. Letztere Besorgnisse formulierte Menges mit der Bemerkung, dass die Ostgrenze Westeuropas auch die Ostgrenze der USA und somit die Südgrenze der USA auch jene Westeuropas sein sollte.

NAHER OSTEN. Zur eben zu Ende gegangenen Mission von "Assistant Secretary" Murphy unterstreichen Gesprächspartner, dass es sich nicht um eine Initiative der USA handle. Israel habe die USA um Vermittlung bezüglich Libanon gebeten und Syrien habe dem nicht opponiert. Die Mission habe lediglich dem fact finding gedient und ein Entscheid, ob die USA die Vermittlerrolle auch wirklich übernehmen werden, ist noch nicht gefallen. Amerikaner glauben, dass, falls sie sich nicht darauf einlassen, wohl die UNO in der Person Urquharts zum Zug kommen werde, dem Israel Vertrauen entgegenbringt.

Sollte der Unifil in einem allfälligen Sicherheitsarrangement im Südlibanon eine Rolle zugeordnet werden, sehen die USA Erweiterung von Mandat und Personal der Truppe als unumgänglich.

Die Möglichkeit einer Annäherung Jordanien-Israel wird eher skeptisch beurteilt. Falls Hussein überhaupt bereit wäre, dieses Risiko einzugehen, dürfte er dies kaum vor den US-Wahlen tun.

Amerikaner sind nach wie vor entschieden gegen eine Rolle der Sowjetunion in der nahöstlichen Konfliktlösung. Dagegen liegt ihnen daran, das Nahostproblem in bilateralen Gesprächen generell unter dem Traktandum "regionale Konflikte" mit Moskau zu besprechen.

Bemerkenswert ist das amerikanische Interesse an der Oeffnung Irans gegenüber dem Westen. Sie sind sich aber bewusst, dass eine Verbesserung ihrer Beziehungen mit Teheran zu Lebzeiten Khomeinis praktisch unmöglich sein dürfte.

Desgleichen glauben sie nicht an den Erfolg irgendwelcher Vermittlungsbemühungen im Golfkrieg, solange Khomeini die Geschäfte in Teheran führt.

AFRIKA. Chester Crocker, "Assistant Secretary for African Affairs", wiederholte die bekannten amerikanischen Vorstellungen mit Bezug auf Namibia. Die Machthaber in Luanda erwägen neuerdings einen graduellen Abzug der kubanischen Truppen. Entsprechende Vorschläge sind dem Stellvertreter Crockers, Botschafter Wisner, dieser Tage in Luanda ausgehändigt worden. Im Staatsdepartement ist man zuversichtlich, dass Südafrika nach Beseitigung des kubanischen Störfaktors die UNO-Resolution 435 vollziehen wird. Die Beziehungen mit Mozambique haben sich in letzter Zeit günstig entwickelt. Nachdem Mozambique einen Beitritt zum Währungsfonds und zur Weltbank anstrebt, sind die USA bereit, auch ihre bilateralen Entwicklungs- und Wirtschaftshilfeprogramme auszubauen. Das Abkommen von Nkomati hat der Guerillatätigkeit der RNM keinen Abbruch getan. Präsident Machel verhandelt dieser Tage dank südafrikanischer Vermittlung mit der RNM über ein Waffenstillstandsabkommen. Crocker sieht in den jüngsten Unruhen in Südafrika den Beweis dafür, dass die Schwarzen mittelfristig in eine politische Lösung miteinbezogen werden müssen. Die mit der Verfassungsänderung eingeleitete Reform ist nach seiner Auffassung irreversibel und ein erster Schritt in die richtige Richtung. Crocker findet es positiv, dass ein Dialog während Botha's Europa Tournée in die Wege geleitet wurde.

Für das libysche Revirement im Tschad erwähnt Crocker zwei Gründe: die Kosten dieses militärischen Abenteuers und die "Union" mit Marokko. Amerikanischerseits befürchtet man, dass das Rapprochement zwischen König Hassan und Ghadhafi die enge Zusammenarbeit der USA mit Marokko gefährden könnte.

CSCE. Les Américains partagent avec nous la conception de la globalité du processus de la CSCE et ne voudraient pas voir un secteur de celle-ci, comme le désarmement, faire des progrès énormes - ce qui n'est pas le cas - au détriment par exemple des droits de l'homme. Leur réflexion quant à l'attitude à adopter lors des Réunions des groupes d'experts à Ottawa, Budapest et Berne, est moins avancée que la nôtre.

AFFAIRES EUROPEENNES. On se rend compte au Département d'Etat qu'on ne peut pas tout demander aux alliés européens, mais il y a deux choses qui apparaissent prioritaires, à savoir, un renforcement de leur potentiel conventionnel et une plus grande solidarité dans les affaires du monde, comme en Amérique centrale ou en Afrique. En ce qui concerne les armes conventionnelles, on part également de l'idée à Washington qu'un des moyens de rendre la chose plus attractive aux gouvernements concernés est de faire en sorte que ce soit l'industrie d'armements européenne qui profite de cet accroissement des capacités dans ce secteur. En passant, l'"Assistant Secretary" Burt a même dit que, dans cette optique, nous avons bien fait d'acheter le Leopard plutôt que le char américain.

Integrationsnachrichten:

Gemischte Uhrenkommission CH-EWG tagte am 11. Oktober 1984 in Zürich unter Vorsitz Chef Schweiz. Mission bei den EG in Brüssel, Jagmetti. EG-Delegation wurde vom Stellv. Generaldirektor Giola geleitet.

Kommission analysierte Entwicklung Handelsströme im Uhrensektor im vergangenen Jahr und erörterte Fragen billigpreisiger Importe. Aufgeworfen wurde auch Problem der Uhrenfälschungen, wobei Einigkeit besteht, dass Arbeiten innerhalb GATT für Kodex zur Bekämpfung der Einfuhren von Waren mit nachgeahmten Handelsmarken vorangetrieben werden sollen. Ueber das gute Funktionieren der Uhrenabkommen CH-EWG äusserten beide Seiten ihre Zufriedenheit.

Brunner.

1.A.22.14.7.3. - BIC/sm

Interne VerteilerlisteBetrifft:

WOCHENTELEX

42/84

Vertraulich

Bundesrat Aubert		CFA
Sekretäre Chef EDA	Herr Jaccard	JL
	Herr Erard	ER
Politischer Direktor	Botschafter Brunner	BRE
Chef Sekretariat pol. Direktor	Herr Loréтан	LR
Koordination und Planung	Herr Schaller	SRU
Sekretariat pol. Direktor	Frl. Chollet	W 156
Rechtsberater	Botschafter Monnier	MX
Protokoll	Botschafter Manz	MA
	Herr Barbey	BAC
Politisches Sekretariat	Botschafter Ritter	RR
	Herr Wyss	WS
Politischer Dokumentationsdienst	Herr Schmalz	SZ
Kanzlei politisches Sekretariat		W 338
Politische Sonderfragen	Minister von Arx	AX
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Faillettaz	FA
	Herr Faivet	FB
Politische Direktion		
Politische Abteilung I	Botschafter Pianca	PIA
	Herr Fetscherin	FN
	Herr Faessler	FCH
	Herr de Dardel	DJ
Politische Abteilung II	Botschafter Wipfli	WIP
	Herr Boillat	BA
	Herr Strauch	STH
Sektion für konsularischen Schutz	Herr Wyttenbach	WH
Auslandschweizerangelegenheiten	Minister Leippert	LT
Fremde Interessen	Herr Ghisler	GH
	Kanzlei	Ei 101
Direktion für internat. Organisat.	Botschafter Muheim	MF
	Minister Uhl	UL
	Minister Staehelin	?
Sektion Vereinte Nationen und internat. Organisationen	Herr von Graffenried	GV

Sektion internationale wissenschaftliche Angelegenheiten	Herr Creola	CRE
Sektion für kulturelle und UNESCO-Angelegenheiten	Herr Luciri	LC
Sekretariat der nationalen schweiz. UNESCO-Kommission	Herr Theurillat	TB
Information über UNO-Angelegenheiten	Herr Bucher	BUJ
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Diez Minister Stettler Minister Krafft	DZ STR KT
Sektion Völkerrecht	Herr Reimann	REI
Sektion Entschädigungsabkommen	Frau Pauli	PS
Sektion Staatsverträge	Herr Rubin	RC
Sektion Landesgrenze und Nachbarrecht	Herr Dubois	DS
Sektion Verkehr	Herr Hulliger	HW HG
Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger	Basel
Generalsekretariat	Botschafter Glesti Herr Indermühle Herr Baumgartner	GLS IND BAG
Sektion Rekrutierung und Ausbildung des Personals	Herr Bodenmüller	BOD
Personalsektion	Herr Kaiser/Hr. Reich	KA/RE
Sektion Bezüge und Zulagen	Herr Killias	KC
Verwaltungsinspektorat und konsularische Angelegenheiten	Herr Sunier	SQ
Kuriersektion	Herr Scheurer	SR
Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe	Botschafter Staehelin Herr Wilhelm Hr. Giovannini/Hr. Högger Herr Leuzinger Herr Greber	SFR WM GI/HL LP GRE
Delegierter für Katastrophenhilfe im Ausland	Herr Blaser	BL
Sektion Internationale Hilfswerke	Herr von Muralt	MD
Integrationsbüro EDA/EVD	Minister Kellenberger	Ke

1 Ex. Délégation suisse près l'AELE, 1 Ex. Mission permanente, Genève
35 Ex. BAWI, Büro 81, Bundeshaus Ost (vom Wochentelex nur 26 Ex.)

(vom Wochentelex 1 Ex. an Raymond Probst, a. Staatssekretär,
Brunnadernstr. 76, 3006 Bern)

EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT FUER
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

Bern, den

15. Oktober 1984

Informations- und Pressedienst

Sa 15. Okt. 84 17

1.A.22.14.7.3. - BIC/sm

V E R S A N D L I S T E

Betrifft:

WOCHENTELEX

42/84

Vertraulich

DIPLOMATISCHE VERTRETUNGEN

Abidjan	Djeddah	New York / UNO
Abu Dhabi	Dublin	Oslo
Addis Abeba	Guatemala	Ottawa
Akkra	Hanoi	Panama
Algier	Harare	Panmunjom
Amman	Havanna	Paris
Ankara	Helsinki	Paris / OECD
Asuncion	Islamabad	Paris / UNESCO
Athen	Jakarta	Prag
Bagdad	Kairo	Pretoria
Bangkok	Khartoum	Quito
Beijing	Kigali	Rabat
Beirut	Kinshasa	Rom
Belgrad	Kopenhagen	San José
Berlin DDR	Kuala Lumpur	Santiago de Chile
Bogota	Kuwait	Singapur
Bonn	Lagos	Sofia
Brasilia	La Paz	Stockholm
Brüssel	Lima	Strassburg / Europarat
Brüssel / Mission	Lissabon	Söul
Budapest	London	Tananarive
Buenos Aires	Luanda	Teheran + Fremde Inter.
Bukarest	Luxembourg	Tel-Aviv
Canberra	Madrid	Tokio
Caracas	Manila	Tripolis
Colombo	Maputo	Tunis
Conakry	Mexico	Warschau
Dakar	Monrovia	Washington
Damaskus	Montevideo	Wellington
Dar es Salaam	Moskau	Wien
Den Haag	Nairobi	Yaoundé
Dhaka	New Delhi	
		Genf / IO

GENERALKONSULATE:

Hong Kong
Mailand
München
New York
Frankfurt

97 Vertretungen
+ 5 Generalkonsulate

102 total
=====

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN
Informations- und Pressedienst

Bern, den 15. Oktober 1984
VERTRAULICH

i.A.22.14.7.3. - BIC/em

T E L E G R A M M (CH)

WOCHENTELEX 42/84

a) an die diplomatischen Vertretungen in:

- Ankara	- Helsinki	- Oslo
- Bagdad	- Jakarta	- Paris (auch OECD)
- Bangkok	- Kairo	- Peking
- Budapest	- Lagos	- Prag
- Brasilia	- Lissabon	- Pretoria
- Brüssel	- London	- Rabat
(Botschaft + Mission)	- Luxemburg	- Rom
- Buenos Aires	- Madrid	- Santiago
- Canberra	- Mexiko	- Stockholm
- Caracas	- Moskau	- Teheran
- Dar es Salaam	- Nairobi	- Tel Aviv
- Den Haag	- New Delhi	- Tokio
- Djeddah	- New York/Swissobser	- Warschau
- Dublin	- Ottawa	- Washington
		- Wien

b) mit Kurier an alle übrigen diplomatischen Vertretungen sowie an die Generalkonsulate Hong Kong, New York, Mailand, München und auch an die Delegation in Panmunjom.

c) an die Direktionen, Abteilungen und Dienste der Zentrale zur Information.

d) an das Bundesamt für Aussenwirtschaft (BAWI) und das Integrationsbüro des EDA/EVD.